Bureau du 1 octobre 2001

Décision n° 2001-0181

objet : **Compactage de prêts accordés à l'OPAC du Rhône - Lot n° 3**

service : Délégation générale aux affaires générales - Mission d'audit - Contrôle des gestions externes

Le Bureau,

Vu le projet de décision du 20 septembre 2001, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté, par sa délibération n° 2001-0150 en date du 25 juin 2001, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation.

Dans le cadre des mesures de réaménagement de prêts accordées par la Caisse des dépôts et consignations, l'OPAC du Rhône informe la Communauté urbaine qu'il a opté pour un compactage de 882 contrats en 28 nouveaux contrats par avenants.

Le montant total du capital réaménagé (lot n° 3) s'élève à 1 743 833 654,14 F. Il est précisé que ce capital est garanti par huit collectivités selon la répartition suivante :

- communauté urbaine de Lyon (12,18 %)	212 479 948,72 F
- département du Rhône (79,43 %)	1 385 113 553,93 F
- département de l'Isère (3,95 %)	68 861 229,77 F
- commune de Villefranche sur Saône (0,62 %)	10 864 673,89 F
- commune de Givors (2,52 %)	43 936 706,87 F
- commune de Vénissieux (0,20 %)	3 444 339,25 F
- commune de Décines Charpieu (0,72 %)	12 474 000,21 F
- commune de Brignais (0,38 %)	6 659 201,50 F

Les caractéristiques du réaménagement sont les suivantes :

- regroupement sous 28 contrats des 882 anciens prêts référencés en annexe 2 et regroupés en fonction des nouveaux numéros d'avenants,
- application de la révision du livret A en date du 1er juillet 2000 pour les emprunts indexés sur cet indice,
- il est précisé que la révisibilité du taux d'intérêt et de progressivité est fonction de la variation du livret A,
- l'OPAC du Rhône a opté pour la double révisibilité limitée à savoir que la progression des annuités ne pourra être négative.

La garantie de la Communauté urbaine est sollicitée pour les avenants n° 30, 33, 41, 42, et 50 aux conditions suivantes :

- avenant n° 30 :

- * capital réaménagé :	265 412 663,53 F
- * garantie communautaire à hauteur de 2,78 % soit :	7 378 472,05 F
- durée résiduelle du prêt à compter de la première échéance postérieure à la date d'effet	43 trimestres
- * date de la première échéance postérieure à la date d'effet	25 mai 2000
- * périodicité des échéances	trimestrielle
- * taux d'intérêt actuariel annuel	4,30 %
- * taux de période	1,06 %
- * taux annuel de progressivité	1,23 %
- * taux effectif global	4,30 %

- avenant n° 33 :

- * capital réaménagé	608 487 815,25 F
- * garantie communautaire à hauteur de 9,03 % soit	54 946 449,72 F
- * durée résiduelle du prêt à compter de la première échéance postérieure à la date d'effet	111 trimestres
- * date de la première échéance postérieure à la date d'effet	25 mai 2000
- * périodicité des échéances	trimestrielle
- * taux d'intérêt actuariel annuel	4,30 %
- * taux de période	1,06 %
- * taux annuel de progressivité	1,23 %
- * taux effectif global	4,30 %

- avenant n° 41 :

- * capital réaménagé	290 894 611,36 F
- garantie communautaire à hauteur de 38,73 % soit	112 663 482,98 F
- * durée résiduelle du prêt à compter de la première échéance postérieure à la date d'effet	55 trimestres
- * date de la première échéance postérieure à la date d'effet	25 mai 2000
- * périodicité des échéances	trimestrielle
- * taux d'intérêt actuariel annuel	3,18 %
- * taux de période	0,79 %
- * échéance constante	
- * taux effectif global	3,18 %

- avenant n° 42 :

- * capital réaménagé	24 781 257,28 F
- garantie communautaire à hauteur de 41,13% soit	10 192 531,12 F
- * durée résiduelle du prêt à compter de la première échéance postérieure à la date d'effet	71 trimestres
- * date de la première échéance postérieure à la date d'effet	25 mai 2000
- * périodicité des échéances	trimestrielle
- * taux d'intérêt actuariel annuel	3,25 %
- * taux de période	0,80 %
- * échéance constante	
- * taux effectif global	3,25 %

- avenant n° 50 :

- * capital réaménagé	61 888 489,82 F
- garantie communautaire à hauteur de 44,11 % soit	27 299 012, 86 F
- durée résiduelle du prêt à compter de la première échéance postérieure à la date d'effet	70 trimestres
- * date de la première échéance postérieure à la date d'effet	25 mai 2000
- * périodicité des échéances	trimestrielle
- * taux d'intérêt actuariel annuel	1,01 %
- * taux de période	0,25 %
- * échéance constante	
- * taux effectif global	1,01 %

Les garanties accordées à l'origine des prêts sont abrogées ;

Vu ladite garantie d'emprunt ;

Vu la loi n° 96-142 en date du 21 février 1996 portant code général des collectivités territoriales, notamment sa deuxième partie (livre II - titre V - chapitre II - articles L 2 252-1 à 2 252-4) ;

Vu la délibération du Conseil n° 2001-0150 en date du 25 juin 2001 ;

DECIDE

Article 1er : La communauté urbaine de Lyon accorde sa garantie à l'OPAC du Rhône pour le compactage de prêts souscrits antérieurement et regroupés sous forme d'avenants aux conditions décrites ci-dessus.

Les garanties acordées à l'origine des prêts sont abrogées.

Au cas où l'OPAC du Rhône, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Communauté urbaine s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple demande de la caisse prêteuse adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 2 : Le Bureau s'engage, pour chacune des opérations prises spécialement et séparément, pendant toute la durée des périodes d'amortissement durant lesquelles seront dus à la fois les intérêts et l'amortissement à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir les sommes dues.

Article 3 : Le Bureau autorise monsieur le président de la Communauté urbaine à intervenir à chacun des contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et l'OPAC du Rhône et à signer les conventions à intervenir avec l'OPAC du Rhône pour la garantie du paiement des intérêts et du capital des emprunts sus-visés.

Tous les frais relatifs à ces opérations seront à la charge de l'OPAC du Rhône.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,